

NOTE DE L'ORDONNATEUR BUDGET RECTIFICATIF N°2

EXERCICE 2025

1.	Le tableau des emplois (Tableau 1).....	2
1-1	Emplois sous plafond ETAT	2
1-2	Emplois financés sous ressources propres	3
2.	Le tableau des autorisations budgétaires (Tableau n°2).....	3
2-1	Les dépenses de personnel.....	3
2-2	Les dépenses de fonctionnement.....	4
2-3	Les dépenses d'investissement	5
2-4	Les recettes.....	5
3.	Le tableau des dépenses par destination (Tableau n°3)	6
4.	Le tableau des recettes par origine (Tableau n°3 bis)	9
5.	Le tableau d'équilibre financier (Tableau n°4)	12
6.	Opérations pour compte de tiers.....	13
7.	Le plan de trésorerie (Tableau n°7)	13
8.	Le compte de résultat et le tableau de financement agrégé (Tableau n°6)	13
9.	Indicateurs de soutenabilité budgétaire	15

En 2025, l'UTT s'est orientée vers une volonté de pilotage resserré avec la mise en place de budgets rectificatifs trimestriels pour la fiabilisation des données budgétaires.

Au 1^{er} trimestre 2025, un premier budget rectificatif a notamment permis de prendre en considération les constats de l'exécution budgétaire 2024 afin de réajuster les prévisions budgétaires au plus près. Cependant, cette période était aussi impactée par la circulaire relative à la gestion en mode services votés. Ce mode de gestion a impliqué une régulation au niveau des dépenses entraînant des restrictions et des reports de dépenses, mais aussi une vigilance au niveau des ressources puisque la notification de SCSP provisoire n'a été versée que partiellement à hauteur d'un quart du montant notifié

Au cours du second semestre 2025, des simulations budgétaires pour 2026 ont été réalisées et ont été présentées en CA.

Ce second budget rectificatif 2025 est une nouvelle étape de réajustement du budget en fonction des constats de l'avancement et de l'évolution des activités de l'UTT sur l'année.

1. Le tableau des emplois (Tableau 1)

Le tableau d'emplois

Le tableau des emplois au budget initial présentant un total de 477,7 ETPT, une augmentation de +2 (soit + 0,4%) est constatée pour atteindre un total de 479,7 ETP dans ce 2nd budget rectificatif (480,2 ETPT au 1^{er} budget rectificatif de 2025). Les prévisions du 1^{er} budget rectificatif sont donc confirmées au vu de ce faible écart (0,1% d'écart soit 0,5 ETP). La gestion en service votés impliquant l'absence de recrutement et une gestion budgétaire prudentielle, l'établissement n'a pas donné suite à des demandes de revalorisation formulées lors du 1^{er} trimestre et a décalé les entretiens habituels sur les trimestres suivants.

La ventilation entre les 2 budgets rectificatifs est de +0,46 ETPT sur le plafond Etat et de - 0,98 ETPT sur le plafond des ressources propres.

1-1 Emplois sous plafond ETAT

Les emplois sous plafond Etat présentent normalement à cette date une évolution significative dans la mesure où les recrutements à venir sur l'année sont mieux fiabilisés.

Le nombre des enseignants est stabilisé à 165,8 ETPT ce qui représente une relative stabilisation entre les 2 budgets rectificatifs (différence de +0,4 ETP).

Concernant les enseignants et enseignants-chercheurs titulaires, l'évolution (106) par rapport au BI (105,3) s'explique notamment par le décalage d'un recrutement et une prolongation d'activité non connue lors de l'élaboration du BI.

Concernant les enseignants et enseignants-chercheurs titulaires en CDI, l'évolution (28,67) par rapport au BI (28) s'explique à la fois par le passage en CDI d'un enseignant en CDD et l'arrivée d'un enseignant-chercheur.

Concernant les BIATSS titulaires, il est constaté une légère augmentation de + 0,3 ETPT par rapport au calcul du BR1 et une augmentation de 2,3 ETP par rapport au BI. Des corrections ont en effet été apportées sur la nature du plafond budgétaire de 2 agents.

Les BIATSS en CDI sont en nombre plutôt stable sur les 3 budgets (16,8 puis 16 puis 17) et les BIATSS en CDD en diminution de 0,5 ETPT.

1-2 Emplois financés sous ressources propres

Les emplois sous ressources propres sont constitués quasiment à 50 % de postes financés par des projets d'enseignement pédagogiques ou par des projets de recherche et sont en diminution de 0,98 ETPT depuis le dernier budget rectificatif.

Si le nombre d'enseignants/enseignants-chercheurs en CDI reste stabilisé à 14, l'évolution est significative entre les 2 BR pour les enseignants/enseignants-chercheurs avec -2,9 ETP (impact de fins de contrat de doctorants).

Les BIATSS en CDI enregistrent une augmentation de +4,2 ETPT par rapport au BI et les BIATSS en CDD, une diminution de -1,5 ETPT également par rapport au BI.

L'évolution naturelle d'agents en CDD vers un CDI pour des besoins permanents est l'élément d'explication principal. Le décalage de recrutements prévus en campagne d'emploi explique en partie la diminution en CDD.

2. Le tableau des autorisations budgétaires (Tableau n°2)

Le BR2-2025 ajuste les autorisations budgétaires de la façon suivante :

Les AE sont réduites de 808 k€ qui se répartissent de la façon suivante :

- - 245 k€ en dépenses de personnel
- - 230 k€ en dépenses de fonctionnement
- - 333 k€ en dépenses d'investissement

De la même manière, les CP connaissent eux aussi une réduction de 838 k€ qui se décompose de la façon suivante :

- - 245 k€ en dépenses de personnel
- - 115 k€ en dépenses de fonctionnement
- - 478 k€ en dépenses d'investissement

Les recettes affichent une diminution de 1 178 k€.

Le solde budgétaire déficitaire se dégrade de 340 k€ par rapport au 1^{er} budget rectificatif 2025 et se porte désormais à 3 407 k€.

Ce solde budgétaire se calcule par soustraction des crédits de paiement sur les encaissements, lesquels ont été diminués plus fortement que les crédits de paiements, le solde budgétaire est donc impacté de la différence.

2-1 Les dépenses de personnel

Le montant de la masse salariale du BR1-2025 s'élève à 35 040 615€, soit une légère diminution par rapport du budget initial qui était de 35 274 302€ et au BR1 qui était de 35 285 476€. Cet ajustement de 244 861€ entre les 2 budgets rectificatifs n'a pas d'impact sur les équilibres globaux dans la mesure où il représente en effet 0,7% de réduction.

En revanche, **avec cette prévision à la baisse, l'établissement confirme son engagement de maîtrise de la masse salariale sur l'année 2025** avec une meilleure visibilité que lors du 1^{er} budget rectificatif, avec une campagne emplois 2025 maintenant mise en œuvre de manière plus significative.

Le décalage de prévisions tient également à la campagne emplois à des décalages dans les dates de recrutement. Ainsi, à ce jour, le bilan de la campagne est le suivant :

- sur les postes d'enseignants et d'enseignants-chercheurs : 8 recrutements effectifs sur 12 prévus, 2 recrutements en cours, un recrutement infructueux, un poste au fil de l'eau non réalisé

- sur les postes de BIATSS : 11 recrutements sur 22 prévus (dont 12 sur projets), 5 en cours, deux recrutements infructueux, 4 non réalisés

De même, le remplacement d'enseignants-chercheurs partis en septembre a été validé en COS avec l'accord du CAR mais ne se fera en pratique que début 2026 compte tenu du process de COS à mener sur le 4^{ème} trimestre.

Ces éléments compensent des rectifications importantes à la hausse et parfois rétroactives sur les postes de PRAG/PRCE pour ce BR2.

L'établissement souhaite par conséquent pérenniser y compris d'ici la fin de l'année des mesures de responsabilisation pour maintenir l'équilibre financier global :

- la réinterrogation systématique, au fil de l'année, sur l'intégralité et l'efficacité des renouvellements de contrats, ou le remplacement par suite de départs ;
- la systématisation des CDD « projets » pour ne pas rigidifier la masse salariale.

En parallèle, l'établissement continue à relever le défi d'un contexte d'emploi concurrentiel en termes d'emploi et de rémunération et bénéficie d'une image positive sur le plan des conditions de travail.

A titre d'illustration, il a été décidé de recatégoriser de B en A le poste sur la direction du patrimoine afin d'avoir plus de candidatures adaptées aux besoins mais aussi au regard de la concurrence avec les rémunérations du privé sur ce type de poste.

2-2 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ont été ajustées afin de prendre en considération les informations sur la réalisation des dépenses, et leur prévision d'exécution d'ici la fin d'année 2025.

Les réajustements des prévisions budgétaires sur ces dépenses conduisent à une baisse de 230 k€ en AE et 115 k€ en CP par rapport au premier budget rectificatif 2025.

Ces modifications budgétaires ont été réalisées par la démarche suivante :

- l'examen des taux d'exécution budgétaire jusqu'à mi-septembre 2025, afin de réviser les lignes budgétaires en sous consommation ;
- l'analyse de l'activité de certains services nécessitant des adaptations de prévisions budgétaires ;
- les nouvelles informations de l'année sur certaines formations, travaux et projets.

Le détail de ces ajustements de dépenses de fonctionnement sont décrits dans l'analyse des dépenses par destination dans la suite de ce rapport.

2-3 Les dépenses d'investissement

En investissement, les dépenses sont également réévaluées sur la base d'éléments factuels constatés depuis le premier budget rectificatif 2025.

Pour mémoire, certains investissements ont pu prendre du retard en raison de l'impact de l'application du mode de gestion en service votés en début d'année 2025.

Par rapport au dernier budget rectificatif 2025, les dépenses d'investissement sont impactées par une baisse des prévisions d'AE à hauteur de 333 k€ et des CP pour 478 k€ :

Ces évolutions résultent de différents facteurs, à la hausse et à la baisse. Les modifications les plus importantes concernent des opérations fléchées :

- sur la destination D115 - Pilotage et animation du programme de l'établissement avec une baisse de 537 k€ en AE et 318 k€ en CP, liée à des dépenses qui ne seront finalement pas engagées en raison de financements non obtenus sur les investissements de l'opération EvolUTtion I phase 2 ;
- sur la destination D107 en Recherche, avec une inscription de dépenses complémentaires de 275 K€ en AE, principalement liée à l'ajustement du projet CPER Alliage pour lequel des AE complémentaires sont inscrites pour 365 k€.

Les autres ajustements significatifs concernent les investissements immobiliers qui dégagent une baisse des 71 k€ en AE et en CP, en lien principalement avec le solde de l'opération de sécurisation de la 'toiture RUE' (ferme photovoltaïque) et le report en 2026 de certains travaux (la poursuite des travaux d'accès PMR est reportée en 2026).

2-4 Les recettes

Les recettes diminuent de 1 178 k€.

Au niveau des recettes globalisées, la diminution s'établit à 353 k€.

Cette diminution résulte de la combinaison des principaux éléments suivants :

- une augmentation de la SCSP de 161 k€, en raison de l'ajustement de cette subvention au montant de la notification intermédiaire reçue en juillet 2025.
- une diminution des recettes provenant de la fiscalité affectée de 7 k€ liée à l'ajustement de la CVEC selon la dernière notification reçue.
- une hausse des prévisions de recettes provenant des autres financements publics de 104 k€ liée à l'analyse de l'activité de certains services, et de différentes opérations sur les projets.
Dans les éléments les plus impactant peuvent notamment être relevés :
 - la révision des recettes sur le projet ECROS en augmentation de 88 k€ pour s'ajuster aux recettes encaissées.
 - des encaissements supplémentaires de 247 K€ au niveau des activités de la direction internationale, afin de prendre en considération l'encaissement reçu sur des

recettes relatives à 2024 titrées tardivement puis les prévisions de facturations à réaliser fin 2025.

- un ajustement lié au projet de recherche RAILMON, dont les encaissements sont revus à la baisse pour 156 k€ puisque l'encaissement est reporté en 2026, du fait de l'envoi des justificatifs prévus en fin d'année 2025.

- une baisse des ressources propres de 611 k€ provenant de différents facteurs.

Les recettes de valorisation sont diminuées de 199 k€. Ces recettes sont ajustées pour tenir compte de l'avancement des différents projets et cette baisse traduit principalement des projets décalés dans le temps.

Au niveau des recettes de formations, l'ajustement est principalement fonction des dernières informations sur le nombre d'étudiants inscrits à la rentrée 2025, ainsi que la prise en compte de la non-ouverture de certaines formations à la rentrée 2025.

D'autre part, ces recettes ont été revalorisées au travers de la revue des encaissements déjà réalisés, des prévisions de taux d'encaissement avec l'agence comptable et du rythme de facturation. La mise à jour des RAR emporte également certaines variations de recettes.

Au niveau des recettes fléchées, les prévisions sont en baisse de 825 k€.

Cette diminution provient notamment des ajustements des projets suivants :

- **EvolUTTion réduite pour prendre en compte les financements partiellement obtenus (-195k€ en global) ;**
- **CPER Alliage afin de tenir compte d'une réalisation retardée qui entraine un encaissement du financement décalé sur l'an prochain (-709k€ en global) ;**
- **Eut + (FRIEND NOW avec + 5,5k€ et JEDI à +1,6k€), ajustés à la marge pour lesquels les modifications réalisées sur les recettes résultent d'ajustements corrélatifs aux dépenses.**

3. Le tableau des dépenses par destination (Tableau n°3)

Dans ce tableau, les dépenses sont présentées en autorisations budgétaires (montant total des engagements pris par l'établissement, qu'elles soient annuelles ou pluriannuelles) et en crédits de paiement (montant des décaissements associés aux autorisations budgétaires). Ces chiffres sont donc différents des charges présentées en droits constatés dans le compte de résultat.

❖ Destination D102 : Formation initiale et continue de niveau Master

Les dépenses de fonctionnement de cette destination diminuent de 117 k€ en AE et de 110 k€ en CP.

Les dépenses de formation continue sont en effet ajustées en AE et en CP concernant :

- Les dépenses sur projets avec une diminution sur les projets EUT+ de 59 k€ et HIPARIS de 25 k€ puis une augmentation sur le projet AILES de 5 k€, ces ajustements étant liés au rythme d'engagement des dépenses sur l'année ;
- Les dépenses de formations en MASTERE EBDE et EFC diminuées respectivement de 10 et 20 k€ pour s'ajuster à la variation des effectifs étudiants inscrits.

Les dépenses en AE relatives aux aides « permis de conduire » sont également en diminution de 7 k€.

Concernant les dépenses d'investissement sur cette destination, la revue des prévisions budgétaires a conduit à une inscription complémentaire pour le projet BIOREF de 1 k€ en AE et en CP.

❖ Destination D103 : Formation initiale et continue de niveau Doctorat

Pour cette destination, les dépenses de fonctionnement sont augmentées de 4 k€ en AE et CP, afin d'ajuster le projet ECROS.

❖ Destination D105 : Bibliothèques et documentation

Pour cette destination, les dépenses de fonctionnement sont réduites de 140 k€ en AE et 19 k€ en CP. Ces diminutions s'expliquent par l'ajustement des deux marchés monographies et périodiques, qui ont été validés avec des dépenses qui seront saisies par bons de commandes au fil de l'eau, ces modalités impliquent la révision des dépenses initialement prévues notamment en AE.

❖ Destination D107 : Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies

Pour cette destination, les évolutions concernent :

- les dépenses de fonctionnement qui sont augmentées de 95 k€ en AE et 75 k€ en CP, en lien avec le degré d'avancement des dépenses sur projets financés. Les projets concernés sont : CPER GENI-ROMEO en hausse de 50 k€ en AE et CP, GS NANOPHOT en hausse de 50 k€ en AE et 30 k€ en CP et EUT+ DD phase 2 en baisse de 5 k€ en AE et en CP.
- les dépenses d'investissement qui sont revues à la hausse en AE pour 275 k€ et à la baisse en CP pour 90 k€.
Cette progression significative des dépenses d'investissement en AE provient de crédits sous-estimés au budget initial sur le projet CPER Alliage qui nécessite une inscription supplémentaire de +364 k€.
A l'inverse l'analyse des taux de consommation actuels sur les activités de recherche ont permis de diminuer les dépenses de 90 k€ en AE et en CP.
Pour ces dépenses les produits sur le financement sont corrélativement ajustés.

❖ Destination D114 : Immobilier

Cette destination retrace les dépenses de la DNUM et du Patrimoine qui ont un fort impact sur le budget de l'établissement. Le pilotage et la maîtrise de ces dépenses sont donc particulièrement structurantes pour le budget.

Pour cette destination, les dépenses de fonctionnement augmentent de 133 k€ en AE et de 95 k€ en CP.

Cette variation provient des éléments suivants :

- une nouvelle dépense de 38 k€ est inscrite en AE concerne un marché pour l'abonnement et déploiement de la plateforme UEGAR – SANTE ;
- des dépenses complémentaires pour la direction du numériques pour 59 k€ en AE et en CP. Ces dépenses sont destinées à couvrir des besoins divers tels que : la migration de logiciel dont les maintenances ne sont plus possibles (migration Nuxeo 30 k€), le déploiement d'une plateforme de signalement BESIGNAL (6 k€), des mises à jour de conformité (Cap Monétique 1 k€) et des prestations de solution de sauvegarde (Atempo 3k€) ;

- des inscriptions de crédits complémentaires pour les dépenses de logistique générale au service du patrimoine pour 36 k€ en AE et en CP. Ces crédits permettront de réaliser divers travaux de maintenance et de sécurité, tels que : des reprises d'étanchéité (5 k€), le remplacement d'extincteurs (4 k€), la mise à jour de sécurité supervision GTB (10 k€), l'entretien de système de désenfumage (2k€), des réparations de cloisons mobiles de la Halle sportive (5k€). Ces entretiens seront priorités sur la fin d'exercice 2025 mais en contrepartie des travaux d'investissements seront reportés et par conséquent les crédits d'investissements diminués.

En investissement, les dépenses immobilières sont impactées à la baisse en AE et en CP pour 72k€.

Les ajustements en investissement portent sur les éléments suivants :

- une diminution des crédits de 46 k€ en AE et CP concernant l'opération 'toiture RUE' (ferme photovoltaïque) qui est soldée car terminée ;
- l'ajustement des dépenses d'investissement au niveau du service patrimoine, en diminution de 37 k€ en AE et CP, puisque certains travaux sont reportés 2026 (suite des aménagements d'accessibilité PMR) ;
- une dépense complémentaire de 12 k€ pour une prestation de conception et mise en place du passeport carbone sur internet.

❖ Destination D115 : Pilotage et animation du programme de l'établissement

Au sein de cette destination, sont regroupés l'ensemble des coûts structurels et des projets structurants de l'UTT, notamment les projets internationaux fléchés.

Les dépenses de fonctionnement diminuent à hauteur de 207 k€ en AE et de 162 k€ en CP.

Cette évolution provient des éléments suivants :

- une baisse des prévisions de dépenses sur les lignes de projets EUT+ de 109 k€ en AE et en CP, à la suite de l'analyse de l'avancement d'exécution sur 2025 ;
- un ajustement des crédits sur marchés : avec une correction de l'inscription des crédits sur les dépenses de commissariat aux comptes de l'établissement diminuant les AE de 25 k€, puis une augmentation 47 k€ en AE et 23 k€ en CP afin d'engager les dépenses d'AMO pour le renouvellement du marché voyageur ;
- une révision des dépenses de fonctionnement de cette destination a également été opérée en fonction de l'exécution prévisionnelle de 2025 conduisant à une baisse de 70 k€ en AE et 20 k€ en CP sur différentes lignes de réserves, et une baisse de 40 k€ en AE et en CP résultant des activités de la direction des relations internationales.

Les autres variations sont liées à divers ajustements moins significatifs, notamment sur les opérations AMI et IMPACT.

En investissement, cette destination est ajustée à la baisse pour 537 k€ en AE et 318 k€ en CP.

Ces montants sont liés à la révision du projet EvoluTTion, pour lesquels une analyse des projets a conduit à l'ajustement des dépenses, notamment pour se mettre en adéquation avec les dernières informations disponibles sur les financements.

- concernant l'opération EvoluTTion I phase 2, qui porte sur les investissements dans le domaine du numérique : l'ensemble des dépenses prévues en 2025 sur cette opération ont été annulées puisque aucun retour n'a été obtenu sur le financement initialement prévu. Ces ajustements ont conduit à une réduction des dépenses

d'investissement et à une prise en charges sur les fonds propres de l'établissement des premières dépenses réalisées pour 90 k€.

- concernant le projet EvolUTTion II, qui couvre 3 volets d'investissement (la migration du système de contrôle d'accès existant, la réhabilitation des façades vitrées et la requalification de l'esplanade minérale) : cette opération se poursuit sur 2025 avec des dépenses réajustées pour l'exécution des volets 'migration du contrôle d'accès' et 'requalification de l'esplanade minérale'. S'agissant du dernier volet portant sur les travaux de réhabilitation des façades, ces travaux sont actuellement à l'étude, les dépenses ne sont pas prévues dans le budget de cette année et ne seront engagées qu'à compter de 2026.

L'ensemble de ces révisions sur ce projet EvolUTTion conduit à une réduction de 535 k€ en AE et de 316 k€ en CP. Les financements correspondants à ce projet sont également réajustés dans le budget.

La DGS et la Présidence continuent à suivre attentivement ces financements en lien étroit avec les ordonnateurs concernés compte tenu des enjeux financiers.

4. Le tableau des recettes par origine (Tableau n°3 bis)

Les recettes budgétaires correspondent à l'encaissement attendu de ces recettes sur l'exercice. Ces éléments sont à mettre en corrélation avec les indications du tableau de trésorerie (tableau n°7) et avec les recettes du tableau n°2 relatif aux autorisations budgétaires.

Pour ce budget rectificatif, les recettes sont en diminution de 1 178 k€.

Cette baisse de recettes est la résultante de différents ajustements.

La SCSP augmente globalement de 161 k€, en raison de son ajustement au montant de la notification intermédiaire reçue en juillet 2025.

Par rapport à 2024, le montant de SCSP est quasiment stable, avec une hausse de 11 k€ sur les crédits de masse salariale et une baisse de 6 k€ sur les crédits de fonctionnement.

Concernant le COMP (contrat d'objectifs, de moyens et de performance) conclu avec le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche et dont le vote est prévu au conseil d'administration du 16 octobre 2025, la dotation attribuée est de 575 k€ pour la période 2025-2027. Cette dotation sera versée à l'établissement en 3 tranches (46% en 2025 ; 30% en 2026 ; 24% en 2027). La première tranche est incluse dans la notification reçue en juillet 2025.

Cette dotation est conditionnée à la réalisation des actions prévues et l'atteinte des cibles associées. Les objectifs de l'UTT se déclinent sur trois axes : le pilotage de l'offre de la formation, la recherche et l'innovation, puis la transition écologique et le développement soutenable. Des indicateurs de performance sont également associés à des objectifs assignés sur ces axes.

La fiscalité affectée diminue de 7 k€, cette modification provient de l'ajustement à la dernière notification reçue pour la CVEC.

Les autres financements publics progressent de 104 k€, cette hausse provient des facteurs suivants :

- Une baisse des recettes ANR globale de 680k€ provenant :
 - D'une modification d'origine de recette relative au projet MAC MIA, réaffectées vers l'origine R11 qui impacte ces recettes à la baisse pour 142 k€, cette modification est liée à une information incomplète lors de son inscription initiale au BI ;
 - L'ajustement des encaissements du projet de recherche RAILMON avec le retrait de 156 k€ puisque le justificatif de dépenses ne sera envoyé qu'en fin de projet fin 2025, l'encaissement est ainsi décalé l'an prochain ;
 - L'ajustement des RAR - 191 K€ expliqué par des reports et annulations de recettes concernant certains projets anciens, ou des projets soldés car arrivés en fin de réalisation et dont la totalité des financements ne sera pas perçue ;
 - La prolongation de certains projets de recherche décale l'encaissement du solde, pour un montant global de 190 k€.
- Une baisse des recettes Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région de 73 k€ provenant principalement :
 - Du report de recettes relatives aux projets des unités de recherche qui sont reportées dans le temps pour 85k€
 - D'un encaissement supplémentaire réalisé sur l'opération Llt4sustain pour 12 k€.
- Une augmentation des recettes Subventions d'exploitation et financement des actifs – Union européenne de 551 k€ expliquée par :
 - La révision sur le projet ECROS en augmentation de 88 k€ pour ajuster les recettes aux encaissements obtenus à hauteur de 80 % du financement ;
 - Au niveau de la direction internationale, l'analyse des recettes encaissées et des prévisions de titres émis d'ici fin 2025 a permis d'inscrire des recettes supplémentaires pour un montant global de 247 k€. Ce montant significatif s'explique notamment par des recettes relatives à 2024 titrées tardivement, et l'analyse des recettes à réaliser d'ici fin 2025.

Les autres variations sur cette catégorie de recettes proviennent des ajustements sur RAR.
- Une augmentation des recettes Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres de 305 k€ provenant :
 - Du changement d'origine de recette sur le projet MAC MIA antérieurement inscrit en origine R11, dont le montant a été affiné, et dont la réaffectation de recettes dans cette catégorie s'élève à 157 k€ ;
 - Les recettes du projet projet SF3M (savoir Faire Mutualisation Métier Maille) ont été ajusté de 23 k€ en correspondance avec les encaissements réalisés ;
 - L'inscription de recettes sur des projets de recherche débutés en 2025 pour lesquels les informations détaillées d'encaissement n'étaient pas connues au BI-2025, avec un impact global de + 230 k€ ;
 - Les autres variations sur cette catégorie de recettes proviennent d'ajustements plus à la marge sur divers projets et opérations (notamment BIOREF, AMI, projets pédagogiques, ...), ainsi que de la baisse des montants de RAR.

Les recettes propres baissent globalement de 611 k€.

- **Dans cette catégorie, les droits d'inscription sont en baisse** à la suite de nouvelles prévisions de recettes en fonction des derniers effectifs étudiants connus pour la rentrée 2025.

- **Les recettes de formation continue, diplômes propres et VAE sont réduites de 151 k€.**

Sur cette catégorie de recettes, la modification résulte de la combinaison de plusieurs facteurs propres à chaque formation, notamment l'ajustement au nombre d'étudiants inscrits affinés avec les chiffres de la rentrée 2025, et la revue des produits encaissés selon le rythme d'encaissement et de facturation propre à chaque formation.

Les principaux impacts sont notamment en apprentissage :

Concernant le MASTERE EFC " Expert Forensic et Cybersécurité " en apprentissage, une baisse des produits est inscrite pour 181 k€ et des encaissements pour 12 k€. Cette diminution s'explique par une hypothèse de départ sur le nombre d'apprentis inscrits non réalisée à la rentrée 2025 (les inscriptions sont à moitié du nombre prévu au BI). Cette situation est consécutive à l'offre concurrentielle sur cette formation et de son arrivée à saturation.

La licence Professionnelle MEER " Maîtrise de l'Energie et des Energies Renouvelables" en apprentissage n'enregistre aucune inscription en septembre 2025, ce qui implique une baisse des produits de 46 k€ et des encaissements de 35 k€. Pour l'année prochaine, une réflexion est en cours afin de fusionner certaines licences professionnelles.

D'autres formations en apprentissage sont aussi dans cette situation de baisse du nombre d'apprentis inscrits, notamment la formation d'ingénieurs SN (= spécialité Systèmes Numériques) qui enregistre une perte de 18 k€ en produits et 25 K€ en encaissements, et la formation d'ingénieur GM (=spécialité Génie Mécanique) impactée d'une baisse de 13 k€ en produits et 18 k€ en encaissements.

Par ailleurs, concernant la formation continue, deux formations ne sont pas ouvertes à la rentrée 2025, MASTER IMSGA " Ingénierie Management en Sécurité Globale Appliquée" et DU 3C "coordinateur cellule de crise", ces éléments emportent une baisse des produits, mais ne réduisent pas les encaissements qui n'étaient prévus que l'an prochain.

- **Les recettes de valorisation sont diminuées de 199 k€.**

Ces recettes sont ajustées pour tenir compte de l'avancement des différents projets, cette baisse de 199 k€ traduit des projets décalés dans le temps mais aussi une recette qui ne sera pas réalisée pour 62,5 k€ en raison d'un avenant sur une convention portant sur un développement de logiciel.

- **Les recettes de Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs sont réduites de 81 k€.**

Ce montant en baisse provient principalement des recettes de mécénat et conventions encaissées via fondation UTT dont les prévisions d'encaissement 2025 sont en diminution. D'autres changements sur cette origine de recettes proviennent de la mise à jour des RAR.

- **Les autres recettes propres sont diminuées de 109 k€** en raison de facteurs variés tels que : des recettes inférieures liées à des contrats terminés (notamment sur les mises

à disposition en baisse de 30k€), des recettes moindres sur l'organisation du forum virtuel 2025 qui enregistre moins de participant avec un impact négatif de 17 k€.

Les recettes provenant des autres financements publics fléchés diminuent significativement de 825 k€.

Cette variation provient principalement des éléments exposés en dépenses ci-dessus, dont la contrepartie en recette est la suivante :

- L'ajustement des projets EvoluTTion conduit à une diminution globale des recettes de 195 k€.
En effet les recettes initialement prévues en 2025 pour l'opération EvoluTTion I - phase2 (relative au domaine numérique), sont annulées avec un impact négatif de - 379 k€ puisque nous n'avons finalement pas obtenu de réponse sur le conventionnement du financement avec le conseil départemental de l'Aube.
A l'inverse, sur l'opération EvoluTTion II (ayant pour objet la restructuration et la mise aux normes des bâtiments), des recettes supplémentaires sont inscrites à hauteur de 125 k€ correspondant à la perception d'une avance de la Région et de 59 k€ concernant une subvention de l'Etat.
- La baisse de 619 k€ liées au décalage d'encaissement sur les projets de recherche, principalement dû au retard pris sur le CPER Alliage.

Les autres variations de recettes sont principalement expliquées par la révision des restes à recouvrer.

5. Le tableau d'équilibre financier (Tableau n°4)

Ce tableau permet de déterminer la variation de trésorerie prévisionnelle pour l'année 2025 et permet d'identifier spécifiquement la variation de trésorerie fléchée, obtenue grâce au solde des opérations sur recettes fléchées comptabilisées spécifiquement.

Cette variation de trésorerie résulte d'une part du solde budgétaire découlant des autorisations budgétaires et d'autre part des opérations non budgétaires qui affectent la trésorerie. Ces opérations non budgétaires qui affectent la trésorerie sont notamment les opérations au nom et pour le compte de tiers qui sont retracées dans le tableau 5.

Le solde budgétaire correspond à la différence entre les recettes budgétaires et les crédits de paiement. **Le BR 2025 présente un déficit budgétaire de 3 407 k€, soit une détérioration de 340 k€ par rapport au BR1-2025 (mais une amélioration de 668 k€ par rapport au BI-2025) ce qui doit être souligné car il démontre un objectif de maîtrise qui se traduit dans les faits.**

L'amélioration du solde budgétaire a un impact positif sur la trésorerie, qui est cependant amoindri par les modifications des prévisions de décaissements et encaissements pour compte de tiers.

En additionnant les éléments pour compte tiers au solde budgétaire, cela conduit à un prélèvement sur la trésorerie de 5 593 k€, soit une dégradation de 452 k€ par rapport au BR1-2025 (mais une amélioration de 662 k€ par rapport au BI-2025).

Ce prélèvement se répartit pour 1 704 k€ sur la trésorerie fléchée et pour 3 889 k€ sur la trésorerie non fléchée.

6. Opérations pour compte de tiers (tableau 5)

Ce tableau retrace les mouvements opérés dans le cadre des opérations partenariales pour lesquelles l'UTT est porteur.

Ces opérations sont transparentes pour le budget mais présentent un impact sur la trésorerie puisque l'UTT encaisse les fonds du financeur et se charge ensuite de les reverser aux partenaires du projet selon les conventions établies au sein du consortium.

Pour l'UTT, ces opérations concernent principalement des projets internationaux.

Au BR2-2025, les principales opérations en cours sont les suivantes : EUT+ SWAFS, IMPACT, ERASMUS bet BERNARDO.

Pour ce BR2, ce tableau retrace des décaissements de 4 210 K€ et des encaissements à hauteur de 1 995 k€.

7. Le plan de trésorerie (Tableau n°7)

Ce tableau présente la prévision du niveau de trésorerie chaque mois de l'exercice 2025.

Pour mémoire, au BR1-2025, nous avons souligné une modification importante sur le montant de la trésorerie d'ouverture de l'exercice par rapport BI 2025. En effet il est tenu compte du dernier solde de trésorerie déterminé à la clôture de l'exécution 2024. L'impact de cet ajustement sur la trésorerie d'ouverture est une augmentation de 2 342 k€.

Au BR2-2025, le niveau de trésorerie final est désormais évalué à 4 396k€, soit un niveau de trésorerie légèrement inférieur au montant voté au BR1-2025 (-452k€).

Il correspond à 36 jours de dépenses de fonctionnement décaissables et 33 jours de dépenses décaissables totales. Cet indicateur de trésorerie est satisfaisant et dépasse le seuil d'alerte fixé à 30 jours, ce qui atteste de la soutenabilité budgétaire de l'établissement.

8. Le compte de résultat et le tableau de financement agrégé (Tableau n°6)

Le compte de résultat est établi en droits constatés, au BR il retrace le niveau de charges et de produits prévisionnels de 2025 permettant ainsi de définir le résultat patrimonial et ensuite le niveau de la capacité d'auto-financement.

Les éléments du compte de résultat sont les suivants :

- **Le total des charges au BR2-2025 s'élève à 48 370 k€. Il est en diminution par rapport au BR1-2025 de 278 k€.**

Les éléments d'ajustements des dépenses de fonctionnement et de personnel exposées en amont de ce rapport conduisent à une économie de charges de 360 k€. Cependant au niveau du résultat, de nouvelles charges viennent s'ajouter concernant les amortissements et provisions prévisionnelles en hausse de 59 k€, et des charges pour un montant de 23 k€ sur le projet PACTE AIDE liées à des justificatifs de dépenses non acceptés en totalité.

L'impact positif des économies prévues au BR sur les dépenses est par conséquent amoindri par ces nouvelles charges.

- **Le montant du total des produits au BR 2025 est de 45 222 k€, en baisse par rapport au BR1-2025 de 414 k€. Cette variation montre un impact moindre par rapport aux recettes budgétaires, notamment car au niveau du compte de résultat les produits sont considérés sans notion d'encaissement.**

Cette baisse des produits est liée aux ajustements budgétaires opérés en fonctionnement (réduction de produits corrélatifs aux dépenses financées, ajustements de SCSP, revue des produits de formation en fonction du nombre d'étudiants inscrits à la rentrée 2025).

Cependant, cette baisse des produits au compte de résultat n'est pas aussi forte que celle des encaissements au niveau budgétaire.

Ce phénomène s'explique notamment par :

- la gestion des projets dont les variations en encaissements sont globalement plus fortes en raison : de certains projets pour lesquels des avances sont perçues (par exemple le projet Ecros qui vient de débiter avec un encaissement de 80 % du financement) ou à l'inverse des projets avec un encaissement décalé au rythme de l'avancement et de l'envoi des justificatifs (notamment sur le CPER Alliage avec un impact de -709k€ uniquement en encaissement).
- la gestion des recettes propres de formation, qui implique des ajustements de produits importants fonction des effectifs inscrits, alors que les encaissements restent stables puisque leur recouvrement n'était pas entièrement prévu pour cette année. De même, les charges et dépenses liées à ces formations ne sont pas diminuées d'autant car elles restent souvent incompressibles indépendamment du nombre d'étudiants inscrits.

Le résultat patrimonial au BR2-2025 est déficitaire pour un montant de 3 147 k€, il se dégrade de 136 k€ par rapport au BR1-2025, compte tenu des éléments listés ci-dessus.

La **capacité d'autofinancement** (CAF) représente l'excédent de ressources internes dégagé par l'UTT durant l'exercice, par l'ensemble de son activité et qu'elle peut destiner à son autofinancement.

Pour ce BR2-2025, la CAF diminue de 66 k€ en lien avec le résultat retraité des modifications sur les prévisions d'amortissements et provisions, et se porte à -2081 k€ au lieu de - 2 015 k€ au BR2-2025.

Cette position montre que les prévisions d'activité de l'UTT ne permettent pas de dégager des ressources suffisantes pour financer ses investissements.

En mettant en relation cette insuffisance d'autofinancement avec les dépenses d'investissement de 2025 prévues pour 2 827 k€, le total s'élève à 4 908 k€. Ce montant est supérieur au montant des recettes d'investissement s'élevant à 2 536 k€. En conséquence, le financement de l'ensemble des emplois prévus génère un prélèvement sur le fonds de roulement de 2 372 k€.

Cependant, les prévisions d'investissement étant revues à la baisse (2 827 k€ au BR2-2025 contre 3 304 k€ au BR1-2025), cela améliore l'impact sur le fonds de roulement par rapport au BR1-2025.

La situation patrimoniale au BR2-2025 présente une hausse du fonds de roulement qui s'établit désormais à 4 294 k€, soit une augmentation de 282 k€ par rapport au BR2-2025, et une diminution de 2 372 k€ par rapport à fin 2024.

9. Indicateurs de soutenabilité budgétaire

La soutenabilité du budget de l'UTT s'apprécie au regard de trois critères dont la position est la suivante pour les prévisions du BR2-2025 :

- **Le niveau final de trésorerie s'établit à 36 jours de crédits de paiements hors investissements.** Ce résultat reste conforme par rapport au seuil d'alerte fixé à 30 jours, mais se dégrade par rapport à fin 2024 où il s'élevait à 87 jours.
- **Le niveau final de fonds de roulement ressort à 35 jours de crédits de paiements hors investissements.** Cette situation est satisfaisante par rapport au seuil d'alerte fixé à 15 jours. Cet indicateur s'élevait à 32 jours au BR1-2025 (40 jours au BI 2025 et à 58 jours fin 2024).
- **Les charges de personnel représentent 82 % des produits encaissables. Ce ratio est à surveiller puisqu'il se rapproche de la norme de 83% tout en étant sensiblement identique à l'estimation faite au BI de 81%.**
Il se détériore par rapport à 2024 où il s'élevait à 77% en raison notamment de charges de personnel moindres en exécution 2024.

Dans un contexte économique et politique sensible et au vu des indicateurs de soutenabilité budgétaire présentés ci-dessus qui sont relativement stabilisés, le budget 2025 exige un pilotage et un contrôle approfondis depuis le début de l'année.

Si la dépense de l'établissement reste maîtrisée suite à un effort collectif (-1,9% entre BI et BR2), les recettes suivent la même trajectoire de diminution (-0,8% entre BI et BR2) ce qui doit appeler notre attention.

La situation financière de l'établissement au regard de l'ensemble des missions qui lui sont assignées reste par conséquent extrêmement tendue et la situation de sous-financement n'en est que plus impactante.

L'établissement conserve une politique volontariste et ambitieuse mais doit garder des ressources permettant sa mise en œuvre.